

(fenêtres sur cours)

**18 MAI
TOUS A PARIS!**

Dimanche 18 mai, à Paris, la FSU appelle à une manifestation nationale : « l'éducation, un investissement pour l'avenir de tous ». Inscription dans les sections départementales.

Paroles

Trois enseignants réagissent sur les réformes dans l'éducation : une directrice de RPI, une enseignante en grande section, un enseignant RASED.

Page 2



Programmes

A l'heure où nous mettons sous presse, le ministère annonce de premiers reculs, notamment sur la maternelle, mais la philosophie reste inchangée.

Page 3



Direction d'école

Dispositif de réaffectation des heures du samedi, stages de rattrapage, la charge de travail des directeurs d'école continue de s'alourdir. Le SNUipp demande audience au ministre.

Page 4



Le 15 mai une grève pour l'école

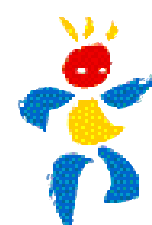
Une école en colère

De quoi s'agit-il en fait ? D'exercer son métier dans les meilleures conditions et avec les meilleurs atouts pour faire réussir tous les enfants. Et que propose-t-on côté ministériel ? D'en revenir à l'ancien, à des méthodes qui, comme on le sait, excluaient plus tôt, plus d'enfants du système scolaire. L'école a réussi à réduire cet échec jusqu'à ces fatidiques 15 %. Comme tout organisme vivant (et pensant), elle s'est alors interrogée et a décidé, dans la concertation et le consensus, de réfléchir à des programmes basés sur les études en sciences de l'éducation et sur les pratiques enseignants, puis de les mettre en œuvre, malgré les imperfections et les insuffisances. Revenir aujourd'hui en arrière est un abandon d'objectif, peu glorieux pour ceux qui ont à la bouche la culture du résultat. Peu glorieux également pour celui qui a signé les programmes de 2002 et se déjuge aujourd'hui sur injonction présidentielle. Xavier Darcos aura réussi ainsi un exploit inédit dans la V^e République : réunir contre son projet deux anciens ministres de l'Education nationale de bord différent (Jack Lang pour le PS et Luc Ferry pour l'UMP) qui dénoncent ensemble et en termes puissants la faiblesse et la duplicité des ambitions ministérielles.

Tout est à l'avenant : une nouvelle organisation sans samedi matin, des stages de remise à niveau très médiatiques mais toujours pas pensés, des budgets qui concrétisent la régression et font inmanquablement peser la suspicion d'une réforme plus inspirée par la gestion et l'audimat que par la réussite des élèves. L'école est en colère, elle le dira dès le 15 mai et poursuivra jusqu'à être entendue.



Colère sur les programmes, incertitudes sur l'organisation sans samedi matin, insuffisances du budget 2008 : où va l'école ? Le SGEN, le SE et le SNUipp appellent à la grève le jeudi 15 mai. FCPE, mouvements pédagogiques, organisations lycéenne et étudiante appellent ce jour-là à une journée d'action, avant la manifestation nationale du 18 mai et les rassemblements du 24 mai.



PAROLES D'ENSEIGNANTS

Pourquoi vous engagez-vous dans les actions à venir ?

Virginie Grospar, directrice du RPI d'Epuisay (41)



« Le travail avec les collègues sur les programmes montre qu'il va falloir faire plus de choses sur un temps resserré. Au cycle 3, on voit qu'en dehors des disciplines imposées, il ne restera que 3 heures 30

pour tout le reste. C'est aberrant que dans le pays des Lumières on ne puisse plus faire de sciences, ni d'histoire-géographie. Il y a un manque de cohérence et de liens entre les disciplines et à l'intérieur même de celles-ci comme en grammaire. Un « détail » m'a particulièrement choquée en instruction civique et morale : l'étude des différentes façons d'acquérir la nationalité française. Dans le contexte actuel d'expulsion des élèves sans-papiers, ça me pose un problème... »

Lydie Delorme, enseignante en grande section à Dijon (21)

« La politique éducative est très mal orientée et notamment en maternelle. Le ministère ne veut pas investir dans l'école. Il est en train de mettre en place des dispositifs à moindre coût pour soit disant réduire l'échec scolaire. On prend les élèves en difficulté après l'école, on a besoin des



Rased, que vont-ils devenir ? Mais plus encore, c'est la philosophie du projet de programme qui m'effraie. Sa conception cantonne l'enseignement dans une vision mécanique des apprentissages.

La spécificité de notre école et de nos missions est niée : plus de prise en compte des rythmes de développement de l'enfant, de ses besoins, instrumentalisation dès la grande section au profit du CP. Ces choix ne feront qu'augmenter les inégalités scolaires ».

Didier Atamaniuk, maître E en Zep à Freyming-Merlebach (57)

« Pouvoir d'achat, programmes, discrédit sur le métier, tout cela me motive pour la grève. Mais ce qui me frappe c'est l'augmentation de la charge de travail pour les enseignants des classes : la gestion de la classe, l'organisation de l'aide aux élèves en difficulté et aux élèves handicapés... On dénie tout cela au Rased alors que nous, on est formé pour ça. La difficulté scolaire c'est un vrai défi collectif et on ne donne pas plus que ça de temps pour le travail d'équipe. Je suis scandalisé par ces conceptions rétrogrades de l'apprentissage qui heurtent tout ce que j'ai appris en formation. On ne fait plus appel aux Rased, surtout aux rééducateurs. Pourtant ce sont eux qui sont armés pour travailler sur le comportement des élèves, leur mal-être ! ».



Actions

LE 15 MAI UNE GREVE UNITAIRE POUR L'ECOLE

Colère sur les programmes, incertitudes sur l'organisation sans samedi matin, insuffisances du budget 2008 : où va l'école ? Le SGEN, le SE et le SNUipp appellent à la grève le jeudi 15 mai. FCPE, mouvements pédagogiques, organisations lycéenne et étudiante appellent ce jour-là à une journée d'action, avant la manifestation nationale du 18 mai.

« Le projet de programme marque un appauvrissement sans précédent des apprentissages et des objectifs, à commencer par la lecture et l'écriture. » Les syndicats du premier degré (SGEN, SE et SNUipp) ne décolèrent pas sur les programmes annoncés par le ministre. Dans une déclaration commune, qui se termine par un appel à la grève le jeudi 15 mai, elles fustigent cette « vision passéiste et rétrograde de l'école, ainsi qu'un recul didactique et pédagogique ».

Pour les syndicats enseignants, ce projet de programme « remet en cause les cycles et le rôle de la maternelle dans la réussite des élèves ». De plus, « l'introduction de nouveaux contenus apparaît comme un affichage d'autant plus incohérent que le temps d'enseignement sera diminué de deux heures hebdomadaires en septembre 2008 ». Et les syndicats de conclure : « La politique éducative du ministère se met en place avec des décisions unilatérales prises sans concertation approfondie ».

Ce n'est pas le seul domaine où le ministère désoriente une école en quête de réussite. Le budget 2008 est également dénoncé par les trois syndicats. A la prochaine rentrée, il « ne permettra pas de faire face à la hausse démographique dans le premier degré : les effectifs classes seront plus chargés et les dispositifs innovants plus difficiles à mettre en œuvre ». Les enseignants en sont bien conscients qui, dans de nombreux départements, ont mené des actions contre la carte scolaire annoncée pour la rentrée (voir page 3).

Autre exemple, l'Ille-et-Vilaine, où l'inspection d'académie a fait appel aux retraités pour assurer les remplacements (voir page 4). Ce qui confirme s'il en était besoin la nécessité d'augmenter le nombre de postes au concours. La réaction a été vive dans le département.

Partout depuis un mois, réunions et manifestations montrent que le trouble est grand chez les enseignants. Les réunions d'information syndicale sont un bon thermomètre pour mesurer le besoin d'information et les remarques des enseignants. Dans tous les départements, les réunions initiées par le SNUipp rassemblent un grand nombre d'enseignants inquiets pour l'avenir de l'école. Sont en cause le bouleversement du fonctionnement des écoles à la prochaine rentrée lié à la suppression du samedi matin, la remise en cause de la maternelle planifiée dans les nouveaux programmes et les conditions de concertation sur ces mêmes programmes.

Autre sujet de colère, les stages de remises à niveau pendant les vacances, les inquiétudes sur les missions et la pérennité des Rased et la volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté. La déclaration des syndicats affirme que « ces choix ne permettront pas de diviser par trois le nombre d'élèves qui quittent l'école primaire en rencontrant des difficultés graves ».

Les syndicats affirment avec force que « l'école a besoin d'un budget ambitieux et d'une tout autre politique éducative qui mette la réussite des élèves au centre de ses préoccupations ».



C'est pourquoi le SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNUipp-FSU « appellent les enseignants des écoles à faire du jeudi 15 mai une puissante journée nationale de grève, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements ».

La colère dans l'éducation ne touche pas que le premier degré. Les lycéens et les enseignants du secondaire sont également en lutte. Les fédérations de l'éducation, la FCPE, les mouvements pédagogiques, les associations, l'UNEF, la FIDL, l'UNL, ont décidé d'appeler à deux journées d'action les 15 et 24 mai (avec ce samedi-là un appel à manifester dans les départements) sur les questions budgétaires et éducatives. La FSU et le SNUipp en sont partis prenantes.

Enfin, la FSU appelle à une manifestation nationale pour l'école, à Paris le dimanche 18 mai.

LA FONCTION PUBLIQUE REJOINT LE MOUVEMENT

Cinq organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires, Unsa, CFTC) ont décidé de se joindre à l'appel des fédérations de l'éducation (FSU, Unsa-Education, Sgen-CFDT, Ferc-CGT et Sud-Education) pour le 15 mai. Les syndicats souhaitent protester contre les suppressions de postes et contre un projet de loi sur la mobilité des agents publics qui bouleversera une partie de leur statut. Des orientations qui selon les fédérations vont conduire à « l'affaiblissement, voire la suppression ou la privatisation de missions ou de services publics, ainsi que la détérioration des conditions de travail ». Les syndicats sont d'autant plus en colère que Nicolas Sarkozy a confirmé lors de son intervention télévisée qu'il maintenait « les réformes qui permettront les réductions d'effectifs » et qu'un « peu plus de 30.000 » départs à la retraite ne seraient pas remplacés en 2009. Pour sa part, la CFDT a appelé uniquement les personnels de la Fonction publique d'Etat à « une journée d'action ». Enfin FO propose une « mobilisation interprofessionnelle la plus large possible », le même jour.

Les programmes à marche forcée

Tous les enseignants des écoles se sont réunis au mois de mars et ont été consultés sur les projets de programmes. Les synthèses des circonscriptions sont remontées au ministère avant le 5 avril et... rien ne se passe.

L'Académie des sciences vient de rendre des recommandations en 5 points qui critiquent en profondeur l'esprit de ces projets de programmes. Dans le même temps les remontées des écoles et des circonscriptions, confirment, s'il en était besoin, le profond mécontentement des enseignants du premier degré et le décalage qu'ils ont trouvé entre leurs pratiques et ces projets d'après l'enquête du SNUipp analysant plus de 600 synthèses d'école. La pétition, issue de 19 organisations syndicales et associations pédagogiques ou de parents d'élèves, et demandant « de suspendre le projet et de tenir compte de l'avis des personnels et des partenaires de l'Education afin d'en revoir profondément la conception et la rédaction », a dépassé les 30 000 signatures.

Le SNUipp a rencontré Xavier Darcos, le ministre de l'Education nationale. Le syndicat a témoigné « de la déstabilisation professionnelle que soulève le projet parmi les enseignants. Il a dit leur crainte de voir la scolarité des élèves les plus fragiles rendue plus difficile ». Le ministre minimise les remontées négatives des circonscriptions et ne semble vouloir faire évoluer son projet qu'à la marge. Le SNUipp s'interroge fortement sur la volonté du ministre de prendre en compte les réactions des enseignants. La publication par plusieurs éditeurs de manuels en conformité avec « les programmes 2008 » est à ce sujet particulièrement inquiétante. La précipitation dont fait preuve le ministère laisse sceptique sur le suivi des avis de la commission culturelle du Sénat et de l'Académie des sciences, sur l'utilité de la consultation des organisations syndicales et du Conseil supérieur de l'éducation (le 15 mai). Le SNUipp renouvelle sa demande de suspendre toute publication précipitée des programmes et d'ouvrir une véritable concertation. Que signifie en effet cette réécriture moins d'un an après les programmes de Robien? Qui a rédigé ces programmes? Quel est le but de l'alourdissement constaté par tous? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'évaluation sérieuse des programmes de 2002?

Une nouvelle mouture

Le 29 avril, le ministre a proposé une nouvelle mouture des programmes. A l'heure du bouclage de FSC, la rédaction n'était pas en possession du nouveau texte. Cependant, nos premières informations laissent apparaître certains reculs dans une philosophie générale restant malgré tout identique au premier projet.

C'est en maternelle que les changements semblent les plus significatifs : disparition des leçons de mots, réécriture de la partie consacrée au « principe alphabétique », précision sur le statut des progressions, séparation des objectifs de la GS de ceux du CP et CE1.

En élémentaire, le passé antérieur disparaît, la technique opératoire de la division est reportée au cycle III, l'utilisation de l'équerre passe du CP au CE1, l'intérêt de la démarche expérimentale est souligné pour les sciences, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen réapparaît dans les repères obligatoires du programme d'histoire, les références dans le domaine de l'histoire des arts sont simplifiées.

Contraint de reconnaître certaines critiques des ensei-



L'opposition aux programmes s'affiche. Le SNUipp propose aux écoles une campagne d'affichage appelant le ministre à revoir sa copie. Cette affiche est envoyée à toutes les écoles dans ce numéro.

gnants, le ministre persiste, malgré tout dans une démarche d'ensemble toujours éloignée des savoirs de demain, des besoins des élèves et des mécanismes d'apprentissages : démarche d'apprentissage privilégiant la répétition, morale, cloisonnement des disciplines, place peu importante donnée à la littérature de jeunesse et aux savoirs « culturels »...

Et surtout, les répartitions horaires confirment l'infaisabilité de ces programmes dans une semaine réduite de deux heures de cours. Les enseignants ne pourront pas avoir une pratique équilibrée donnant un temps suffisant à l'ensemble des champs et des démarches d'apprentissages. Quid de la démarche d'investigation pour les sciences, des temps de découverte pour certaines notions, de la place de l'oral ?

Le prochain dossier de FSC, à paraître la semaine prochaine, fera le point complet sur cette nouvelle version.

CONSEILLERS PEDAGOGIQUES, UNANIMES, C'EST NON !

Dans l'Ain, l'Aisne, les Bouches-du-Rhône, l'Oise, le Vaucluse, l'Yonne, la Nièvre... les conseillers pédagogiques considèrent que le projet de programmes va « à l'encontre de la volonté affichée de lutter contre l'échec scolaire » : cloisonnement des disciplines ne favorisant pas le travail de mobilisation et de mise en lien des connaissances, contenus inadaptés au développement des élèves, renoncement au concept d'éducation globale de l'enfant, sont quelques-unes des critiques qu'ils formulent.

REVUE DE PRESSE

Depuis la fin du mois de mars, de nombreux départements ont été le théâtre de mobilisations des enseignants. Au cœur du mécontentement et des inquiétudes, les opérations de carte scolaire, le projet de programmes et le flot de mesures concernant l'école. Petit tour d'horizon d'un mois d'avril qui défile.

« Les parents et les enseignants en colère » titre la **République des Pyrénées**.

Le 14 avril dernier, syndicats, parents d'élèves et élus ont défilé dans les rues de Pau pour protester contre le projet de carte scolaire qui prévoit la suppression de 16 postes. Selon le quotidien, plus de 500 manifestants sous une forêt de parapluies ont stationné avec calicots et banderoles devant les grilles fermées de la préfecture. L'Inspection académique a dénombré 52,58 % de grévistes dans le premier degré.



« Quelque 600 personnes dont une majorité d'enseignants du département du Morbihan ont manifesté en centre-ville de Vannes le 9 avril dernier pour réclamer le respect de l'école publique et de ses personnels ».

Ouest France se fait ainsi l'écho des nombreuses inquiétudes exprimées par le cortège enseignant sur de nombreux dossiers : maternelle, temps partiel, organisation de la nouvelle semaine scolaire.

« Un millier de manifestants ont défilé à Saint-Étienne pour faire front commun contre les restrictions budgétaires, avec en toile de fond la carte scolaire et ses suppressions de postes et de classes »



explique **Le Progrès**. Dans un appel unitaire, parents et enseignants ont dénoncé une « école en panne, en manque d'ambition ».

Le 15 avril, c'est toute la région parisienne qui s'est mise en mouvement. « Avec un enseignant sur deux en grève selon le SNUipp » relate le journal **Libération**, la mobilisation accompagnant celle des lycéens et des enseignants des collèges et des lycées a été importante à la veille des congés.

Les 50 000 enseignants ont clairement démontré leur rejet de la politique éducative du gouvernement : projet de « nouveaux programmes », réaffectation des deux heures du samedi matin, stages de « remise à niveau », concurrence entre les écoles, créations insuffisantes de postes pour le primaire

A Tuchan, dans l'Aude, c'est l'école rurale qui a été au cœur de la mobilisation des parents et des enseignants.



L'indépendant souligne que la petite école scolarisant les enfants de quatre villages des hautes Corbières était occupée par « 200 parents à grand renfort de banderoles ».

41 ANS POUR TOUS ET PUIS C'EST TOUT !

Le gouvernement considère comme acquis l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans entre 2009 et 2012. Cette décision rendra quasiment impossible le départ à taux plein pour la plupart des salariés (entrée tardive des jeunes sur le marché du travail, augmentation des périodes d'inactivité ou de chômage). Conséquence des lois Balladur (1993) et Fillon (2003), 60 % des salariés ne bénéficient déjà plus aujourd'hui d'une retraite à taux plein. Les discussions reprennent alors même que les engagements de 2003 n'ont pas abouti. Rien sur la pénibilité après cinq années de réunions. Peu d'effectivité des dispositions « seconde carrière ». Et si le gouvernement met sur le devant de la scène l'emploi des seniors, une façon habile d'atténuer l'allongement à 41 ans, cette question n'a pas non plus évolué.

Deux tiers des salariés n'ont déjà plus d'emploi à l'âge de la retraite. Le taux d'emploi en France est de 38,1 % pour les 55-64 ans*. Plusieurs pistes sont reprises : obligation d'emploi, suppression progressive de la dispense de recherche d'emploi, mise en retraite progressive et cumul emploi retraite. Les cotisations retraites pourraient augmenter à la faveur d'une diminution de celles concernant le chômage... mais créer de nouvelles taxes financières (stock-options, participation) est exclu. Il s'agit de mesures plutôt incitatives comme le relèvement du taux de surcote de 3 à 5 %. Et les efforts continuent d'être supportés par les seuls salariés. Une manière de faire s'écrouler un peu plus un système solidaire et obliger les jeunes générations à recourir aux systèmes de capitalisation.

Pour pallier la baisse générale du pouvoir d'achat des retraités avec une paupérisation dont les femmes sont les premières victimes (inégalité professionnelle, temps partiels, interruptions d'activité, etc), l'allocation de soutien aux personnes âgées (ex minimum vieillesse) devrait être augmentée de 5 % par an pendant 5 ans. Les pensions, revalorisées de seulement 1,1 % en janvier dernier, pourraient connaître une autre forme d'indexation à partir de septembre.

La dégradation des comptes de la branche vieillesse (déficit de 4,5 milliards d'euros en 2007) est réelle. Mais améliorer le niveau des pensions est aussi néces-



saire pour la FSU qui demande plus particulièrement une modification de la répartition des richesses en faveur du travail, une contribution sur les produits financiers et une révision des exonérations financières et sociales. D'autres choix sont possibles, c'est ce que demande l'ensemble des organisations syndicales, toutes opposées à l'allongement à 41 ans de la durée de cotisation : elles vont se réunir pour décider d'une action commune fin mai.

* loin derrière la moyenne européenne (43,5 %), Eurostat, 2006

DIRECTION D'ÉCOLE : UNE ADRESSE AU MINISTÈRE

Le SNUipp demande audience au ministère à propos de la situation des directeurs d'école. « La nouvelle organisation de la semaine l'année prochaine et la mise en œuvre des stages de remise à niveau, accentuent leur charge de travail et leurs responsabilités » indique le syndicat dans un courrier transmis à Xavier Darcos. Sur le terrain, le malaise est perceptible. Beaucoup s'inquiètent de l'avenir des personnels en charge de l'aide administrative dont les contrats arrivent à échéance en fin d'année.

La charge quotidienne des directeurs est toujours aussi pesante : réunions d'équipes pédagogiques ou éducatives, discussions avec les parents d'élèves directement confrontés au handicap ou à la difficulté scolaires, implication dans les procédures d'orientation, les structures nécessaires comme les RASED, accompagnement des jeunes enseignants, des stagiaires en stage filé, ...

Le silence du ministère est jugé « incompréhensible » par le syndicat. Ce dernier demande l'ouverture de discussions notamment sur les dispositions des heures libérées par le samedi matin qui doivent faire l'objet selon le relevé de conclusion « d'un examen particulier ».

« RECRUTONS RETRAITÉS POUR ASSURER DES REMPLACEMENTS »

L'inspection académique d'Ille-et-Vilaine essaie de justifier les 425 demandes qu'elle a envoyées aux retraités du département par une hausse « imprévue » de plus de 30 % des congés maladie et des congés maternité. Pour l'instant elle aurait convaincu 6 ou 7 volontaires et envisagerait en plus de faire appel à des vacataires. L'inspection a confirmé que ces heures seraient payées sur l'enveloppe budgétaire du second degré, alors qu'elle oppose à toutes les demandes du SNUipp l'impossibilité de transférer les fonds d'un budget à l'autre : départs en formation spécialisée, suppression de postes FLE (français langue étrangère). Plus globalement, pour le SNUipp, en ces temps de suppressions d'emplois publics et d'insuffisance des recrutements dans le premier degré, ces annonces sont « choquantes ». La grève du 29 avril, avec plus de 50 % des écoles fermées dans le département, a montré le « ras le bol » et la mobilisation des enseignants.

PÉTITION LAÏCITÉ : OBJECTIF ATTEINT !

En moins de trois mois, l'appel « Sauvegardons la laïcité de la République » a recueilli 150 000 signatures ! Les organisations soutenant l'appel ont décidé de suspendre la collecte des signatures sur internet, tout en restant vigilantes, prêtes s'il le fallait à reprendre la mobilisation « pour préserver les valeurs communes communes inscrites dans la Constitution, qui assurent une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ».

SANS PAPIERS : LA MANIFESTATION DE LA COLÈRE

À l'appel de RESF, de l'UCIJ et de CSP*, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris samedi 5 avril. Les organisations apportaient leur soutien aux étrangers, en situation régulière ou non, considérés comme des boucs émissaires et vivant dans la peur permanente du contrôle et de l'expulsion. Au lendemain du décès d'un sans-papier malien à Joinville-le-Pont, les manifestants ont dénoncé « la criminelle politique du chiffre » et réclamé une autre politique de l'immigration, respectueuse des droits fondamentaux de tout être humain.

*Réseau éducation sans frontières, Uni-e-s contre l'immigration jetable, Collectifs de sans-papiers

Sommaire

Une grève pour l'école	p 2
Les programmes	p 3
Retraites : 41 ans pour tous	p 4

En encart à ce numéro, une affiche sur les programmes.

(fenêtres sur cours)

Hebdomadaire du Syndicat National Unitaire
des instituteurs, professeurs
des écoles et PEGC — 128 Bd Blanqui — 75013 Paris —
Tél : 01.44.08.69.30 — e-mail fsc@snuipp.fr • Directeur de la
publication : Gilles Sarrotte • Rédaction : Marianne Baby, Renaud
Bousquet, Lydie Buguet, Laura Cella, Michelle Frémont, Daniel
Labaquère, Pierre Magnetto, Arnaud Malaisé, Gilles Moindrot,
Jacques Muchielli, Sébastien Sihl • Impression SIEP — Bois-le-Roi •
Régie publicité : MISTRAL MEDIA,
365 rue Vaugirard 75015 PARIS Tél : 01.40.02.99.00
• Prix du numéro : 1 euro — Abonnement 23 euros
• ISSN 1241 — 0497 • CPPAP 0410 S 07284
• Adhérent du Syndicat de la Presse Sociale